

Gaza : le Salon du Bourget assigné en justice sur la base de complicité de crime de guerre et génocide

Aujourd'hui même, Selon les informations du *Monde*, les organisations de défense des droits des Palestiniens, Avocats pour la justice au Proche-Orient, l'Union juive française pour la paix ou l'association cisjordanienne Al-Haq, entres autres, assignent l'organisateur du salon du Bourget, pour avoir accueilli des entreprises dont l'activité pourrait être reconnue complice de crimes internationaux, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. L'assignation devait être déposée en ce sens, le 8 octobre, devant le tribunal de Bobigny, préfecture du département dans lequel se trouve le siège du SIAE.

En effet, La présence de stands d'entreprises militaires israéliennes – , avait scandalisé les associations de défense des droits des Palestiniens qui avaient pointé la responsabilité de l'organisateur.

Même si à la dernière minute des palissades ont été érigées à la demande des services du premier ministre, François Bayrou, en juin, pour cacher les stands de cinq entreprises israéliennes au Salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE) du Bourget (Seine-Saint-Denis), n'auront pas suffi à étouffer la controverse et donc cet assignement aujourd'hui devant la justice

La directrice générale de Médecins sans frontières France, Claire Magone, revient d'un séjour d'une semaine dans la bande de Gaza.

L'ONG humanitaire gère plusieurs cliniques dans ce territoire qu'Israël bombarde et assiège, quasi sans discontinuer, depuis deux ans.

A la Question : Dans quel état est la ville de Gaza, où vous vous êtes rendue ?

Voici ce qu'elle nous dit :

Quand je suis arrivée, la ville de Gaza était en cours d'encerclement par les tanks. Notre clinique, là-bas, était une « clinique de pansement » : nous apportions des soins postopératoires, consistant à nettoyer les plaies, à enlever les tissus nécrosés, etc., à des patients qui ont des blessures très graves, dont les membres ont été fracturés, brûlés, déchiquetés par les bombardements. Nos équipes soignaient alors que les tanks approchaient, que les drones survolaient

les quartiers, que l'eau était coupée. L'armée mène une stratégie d'asphyxie, en attaquant, par exemple, les camions-citernes, comme elle l'a fait mi-septembre avec l'un des nôtres, pourtant clairement identifié, en bloquant tous les services vitaux... Il y avait une terreur permanente.

dans les hôpitaux de MSF, elle a vu A Deir Al-Balah, où MSF a deux hôpitaux de campagne, je n'ai pas eu besoin d'aller au-devant des histoires, dit elle, car elles vous sautaient aux yeux. Elles étaient visibles sur les corps. Chaque lit raconte un cauchemar éveillé. Une femme que j'ai rencontrée avait perdu son œil, sa jambe, ses mains. Elle souriait en nous voyant, puis elle a raconté que son fils unique, né après une fécondation in vitro, avait été tué le jour de son anniversaire. C'est insoutenable. Nos collègues sont épuisés, tout comme le reste de la population. Les gens sont à genoux, exsangues. Ils n'aspirent qu'à une seule chose : que ça s'arrête.

A ce jour dit elle, Nous avons perdu 15 membres de MSF depuis le début de cette guerre. A Gaza, la mort est partout. Ce n'est pas qu'un sentiment, c'est palpable. La mort rôde, elle plane, elle frappe n'importe où, n'importe qui.

Les Gazaouis n'ont aucune issue.

Ce qui rend cette situation unique, c'est l'intensité de la violence, sur un territoire si petit, mais surtout, c'est l'absence de possibilité de fuir. Partout ailleurs, même au Soudan, les populations soumises à des bombardements peuvent s'en aller. Mais à Gaza la population est piégée. Et pourtant il est crucial d'accélérer les évacuations médicales. Environ 15 000 personnes en dépendent, pour leur survie.

Nous plaidons depuis des mois auprès de plusieurs

gouvernements pour qu'ils interviennent. Au contraire de L'Espagne, la Suisse, l'Italie, la Jordanie qui répondent à nos demandes d'évacuations, la France, ne dit rien. Elle nous oppose une boîte vocale. C'est incompréhensible.

Aujourd'hui, la France est le « mauvais élève ». Nous ne demandons pas qu'elle absorbe « toute la misère du monde », mais qu'elle prenne sa part, comme les autres. Les évacuations de Gazaouis par la France sont suspendues depuis août. Le 15 septembre, MSF a lancé une campagne de pression internationale visant à ce que les Etats, dont la France, fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir d'Israël un cessez-le-feu immédiat, la levée du siège et l'acheminement massif de l'assistance dont la population a besoin. Nous les pressons aussi de cesser leur soutien militaire à l'Etat hébreu. Cette campagne

est intitulée « Les médecins ne peuvent pas arrêter un génocide. Nos dirigeants, oui ». C'est le message-clé.

Les avocats de 27 ressortissants français présents sur les navires de [la nouvelle flottille pour Gaza arraisonnée ce matin](#) par l'armée israélienne ont demandé, dans un communiqué, leur libération immédiate. « *Vingt-sept civils français se trouvant à bord de ces convois humanitaires ont été arrêtés arbitrairement par les forces armées d'occupation israéliennes et sont, à ce jour, illégalement détenus par l'Etat d'Israël* », affirment Nino Arnaud, Elsa Marcel, Adrien Mawas et Sarah Sameur.

Les conseils demandent « *la mise en œuvre effective de la protection consulaire et diplomatique qui leur est due par l'Etat français* », la « *libération immédiate* » de ces personnes « *détenues arbitrairement par l'Etat israélien et leur retour en France* », et la « *poursuite et la sanction des agissements illicites commis par l'Etat d'Israël* ».

Les avocats s'inquiètent d'« *importants risques de mauvais traitements* », ajoutant qu'il est désormais avéré que des militants ont été victimes de menaces, de violences physiques et d'humiliations, dans le cadre de simulacres de procédures contradictoires. « *Ces graves offensives sont non seulement constitutives de violations des règles impératives du droit international humanitaire et du droit maritime international, mais portent également atteinte aux droits fondamentaux les plus élémentaires des civils incarcérés* », ajoute le communiqué.

Ce mardi 7 octobre, les Français·es membres de la flottille Global Sumud pour Gaza rentraient par petits groupes à bord de plusieurs avions à destination d'Orly.

À 14 heures sont arrivés une dizaine d'entre eux, dont des député·es La France insoumise (LFI) – Rima Hassan, François Piquemal et Marie Mesmeur – et l'eurodéputée insoumise Emma Fourreau.

Tous les membres français de la flottille, au nombre de trente, ont été libéré·es par Israël lundi 6 octobre.

Ils ont d'abord pris un avion pour Athènes (Grèce) dans la soirée, avec 171 des 431 membres de la flottille Global Sumud pour Gaza, dont la suédoise Greta Thunberg.

Auparavant, ils et elles ont été détenu·es près de cinq jours dans la prison israélienne de Ketziot après que leurs 44 bateaux [ont été interceptés](#) dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 octobre par l'armée israélienne.

À leur arrivée, les membres de la flottille ont fait état des violences commises par les soldats. « *On a été pour certains battus. J'ai été battue au moment de me mettre dans le fourgon, par deux policiers* », a témoigné Rima Hassan.

« *À notre arrivée au port d'Ashdod, on a eu une première séquence d'humiliation. Nous sommes restés assis par terre pendant une heure trente. Mon écharpe parlementaire a été jetée par des officiers de l'armée, puis piétinée par des soldats* », a complété François Piquemal.

Rima Hassan a montré aux photographes et aux caméras un collier de noyaux d'olives. Elle l'a trouvé dans sa cellule, ainsi que de très nombreux messages laissés par les prisonniers palestinien·nes les ayant précédés. « *Sur les murs, ils ont marqué les dates de leur interpellation, le nombre de leurs changements de prison. Il y avait des impacts de balles dans les murs. On a vu une tache de sang.* »

« *Nous ne sommes pas là pour nous plaindre. Ce que nous avons vécu nous permet simplement d'imaginer ce que vivent les Palestiniens* », estime Réva Seifert Viard, le skippeur du *Mia Mia*. Son bateau est l'un des cinq derniers à avoir été interceptés : « *On a passé la nuit à naviguer entre les attaques des navires israéliens.* »

Finally, ils ont été arrêtés à 6 heures du matin : « *Ils ont utilisé des canons à eau. L'interpellation a été musclée. Ils nous ont fait des doubles clés de bras, ils nous ont jetés au sol. J'ai reçu un coup de pied parce que je ne regardais pas assez par terre.* »

Comme tous les membres de la flottille, le skippeur a fait une grève de la faim : « *On ne voulait rien recevoir de la part des Israéliens.* » Ceux-ci les ont privés de sommeil : « *Ils criaient tout le temps, allumaient la lumière toutes les quinze minutes. Ils nous ont changés de cellule trois fois dans la nuit. On s'est retrouvés à 18 dans une cellule pour 9 personnes.* »

Les personnes qui avaient des traitements médicaux en ont été privées, témoigne encore Réva Seifert Viard : « *Dans ma cellule, une personne était diabétique, une autre avait des traitements psychotropes. Ils en ont été privés. Pour protester, on a arraché la fenêtre de notre cellule. En réponse, des soldats surarmés, avec des chiens, nous ont mis en joue.* » « *Les accusations concernant le prétendu mauvais traitement de Greta Thunberg et des autres détenus de la flottille Hamas-Sumud sont des mensonges éhontés,* a répliqué le ministre des affaires étrangères israélien sur le réseau social X. *Tous les droits légaux des détenus sont pleinement respectés.* »

« *Ce qu'on a vécu, c'est 10 à 15 % de ce que vivent les Palestiniens en termes de bestialité,* tient à recadrer le médecin Pascal André.

Il y avait de la sauvagerie, de la brutalité, un désir de violence, même de mort dans certains regards. » Le médecin, [qui a travaillé en 2024](#) à l'hôpital européen de Khan Younès dans le sud de Gaza, a reçu dans sa cellule « *la visite du ministre israélien de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, à 3 heures du matin* ». « *Il nous a traités de nazis, de tueurs d'enfants. On lui a dit que ce qui s'était passé le 7 octobre [2023] était atroce, mais qu'ils n'avaient pas le droit de faire ce qu'ils font en retour.* »

Sur les réseaux sociaux, Itamar Ben Gvir s'est mis en scène dans une vidéo, paradant devant des détenus assis, le 5 octobre : « *J'étais fier que nous traitions les "militants de la flottille" comme des partisans du*

terrorisme. Ceux qui soutiennent le terrorisme sont des terroristes, et ils méritent d'être traités comme tels. »

Les Français ont fait partie de la toute dernière vague de libération des prisonniers par Israël. Pour Emma Fourreau, ce n'est pas un hasard. *« Les Italiens ont été exfiltrés immédiatement, ils n'ont pas été emprisonnés, parce que leur pays est intervenu en leur faveur. La France n'a rien fait, elle n'a pas condamné notre interpellation dans les eaux internationales, qui était illégale. »* L'eurodéputée y voit la preuve que *« la mobilisation paie. On a une prise sur Israël, mais il faut une volonté politique »*.

À leur arrivée à Athènes, les Français·es ont encore pu constater l'absence de mobilisation de la diplomatie française. Tous et toutes étaient sans bagage, téléphone ou argent. Les ressortissants d'autres pays ont été pris en charge par leurs représentants consulaires. Les Français·es ont dû se débrouiller seul·es.

Penser « la suite »

Il y avait peu de monde à l'aéroport d'Orly ce mardi 7 octobre, une petite centaine de personnes, pour accueillir la délégation française de la flottille. Ce calme tranche, là encore, avec l'accueil reçu à Athènes. *« L'aéroport Héraklion était plein, la population était là »*, raconte, émue, Théo, présente à Paris, mais de nationalité grecque.